

Bruxelles envisage une TVA européenne

LeMonde.fr avec AFP | 19.10.10 | 16h36 • Mis à jour le 19.10.10 | 16h40

La Commission européenne a mis plusieurs options sur la table, mardi 19 octobre, afin de créer de nouvelles ressources pour le budget de l'Union européenne et réduire les contributions nationales des Etats, parmi lesquelles la création d'une TVA européenne.

L'exécutif européen suggère d'introduire progressivement *"une ou plusieurs nouvelles ressources propres, par exemple une part des recettes d'une taxe sur les transactions financières ou les activités financières, sur les ventes de quota d'émission de gaz à effet de serre, une taxe liée au transport aérien, une TVA européenne séparée, une part des recettes d'une taxe énergétique ou un impôt sur les sociétés"*. Le but est de *"réduire les contributions des Etats"*, a précisé la Commission.

Bruxelles estime également que le budget serait plus flexible avec un cadre financier de 10 ans et une profonde révision à mi-parcours. Actuellement les perspectives financières sont fixées pour sept ans. Selon des sources proches du dossier, la Commission envisagerait en tout huit solutions alternatives chiffrées pour le financement de l'Union européenne de 2014 à 2020.

LE SYSTÈME DES CONTRIBUTIONS NATIONALES POINTÉ DU DOIGT

Alors que de nombreux pays ont d'ores et déjà signalé qu'ils ne veulent pas entendre parler d'un impôt européen, la Commission peut compter sur ce point sur le soutien d'une majorité d'eurodéputés. Le Parlement, qui doit adopter mercredi le projet de budget 2011, a l'intention de lier son feu vert à un engagement des 27 à ouvrir des discussions sur la question des ressources propres.

La proposition a le soutien des principaux groupes politiques, y compris du plus grand, le groupe conservateur. *"Le système des contributions nationales n'est plus adapté à la situation. Nous demandons aux Etats de réfléchir sérieusement aux ressources propres afin de permettre à l'UE de mener à bien ses missions"*, a insisté son président Joseph Daul.

"RABAIS BRITANNIQUE"

Affecter des ressources fiscales directement au budget de l'UE permettrait aussi de *"réduire la part des contributions nationales"*, a fait valoir la coprésidente des Verts, Rebecca Harms. Et le libéral Guy Verhofstadt a appelé un retour à l'esprit des *"pères fondateurs"* de l'UE, rappelant qu'à sa création elle n'était financée que par des ressources propres : ressources douanières, taxes sur les importations de produits agricoles et TVA.

Selon lui, ce n'est qu'à cause du *"rabais britannique"*, négocié dans les années 1980 par la dirigeante britannique Margaret Thatcher, que le système a évolué, et *"la conséquence est une bataille quotidienne entre contributeurs nets et bénéficiaires nets"* des fonds européens. *"Nous sommes en train de tuer l'UE avec ce système de contributions nationales"*, a-t-il ajouté. Les socialistes soutiennent aussi l'idée, même si les avis divergent fortement sur la nature des ressources propres à définir.

Cocernant la politique agricole commune (PAC), qui représente aujourd'hui encore 40 % du budget de l'UE, Bruxelles estime qu'elle *"doit évoluer"*, mais ne se prononce pas sur une éventuelle réduction comme la réclament certains pays, Grande-Bretagne en tête. La France, premier bénéficiaire de la PAC, a exercé ces dernières heures d'intenses pressions sur la Commission pour la défendre, selon plusieurs sources européennes.

La ristourne budgétaire britannique est tout aussi contestée. Le commissaire en charge du budget, Janusz Lewandowski, avait récemment relevé à ce propos que l'argumentaire de M^{me} Thatcher pour obtenir son *"chèque"* était aujourd'hui dépassé : les dépenses de la PAC représentaient à l'époque plus de 70 % du budget européen.